

Cote du document: EB 2012/105/R.22/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 7 d) iii)
Date: 3 avril 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de financement en faveur des États-Unis du Mexique pour le

Projet de développement rural dans la région de Mixteca et dans la zone de Mazahua

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Enrique Murguía
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2341
courriel: e.murguia@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent cinquième session
Rome, 3-4 avril 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	3
A. Zone d'intervention et groupe cible	3
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	5
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	6
E. Supervision	6
F. Exceptions aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	7
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	8
V. Considérations d'ordre institutionnel	8
A. Respect des politiques du FIDA	8
B. Alignement et harmonisation	9
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	9
D. Participation à l'élaboration des politiques	9
VI. Instruments juridiques et autorité	9
VII. Recommandation	10
Annexe	
Accords de financement négociés	11
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

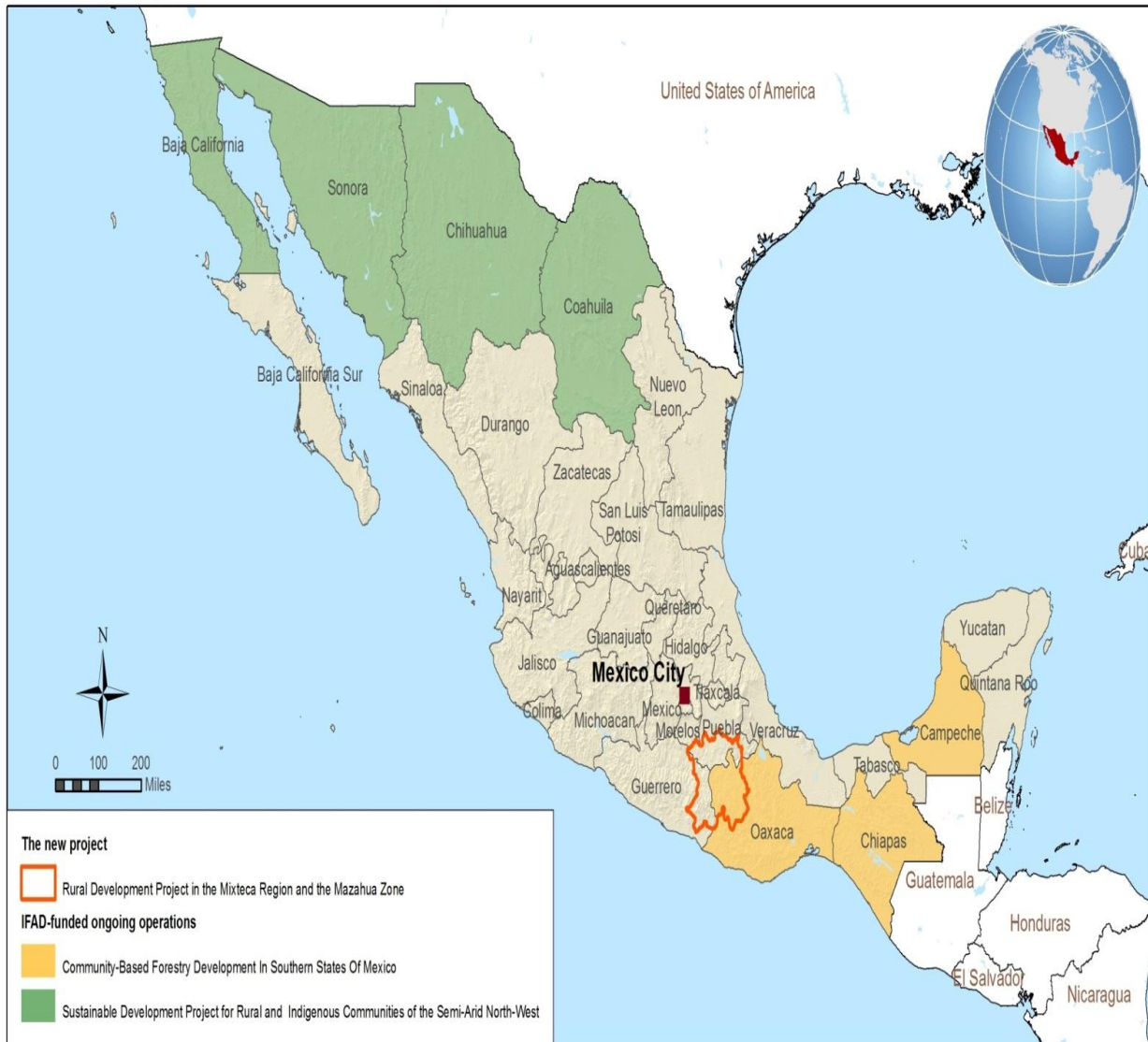
CONAZA	Commission nationale pour les zones arides
COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
SAGARPA	Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, au développement rural, à la pêche et à l'alimentation
S&E	Suivi-évaluation

Carte de la zone du projet

Mexico

Rural Development Project in the Mixteca Region and the Mazahua Zone

President's report



31-01-2012



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

États-Unis du Mexique

Projet de développement rural dans la région de Mixteca et dans la zone de Mazahua

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	États-Unis du Mexique
Organisme d'exécution:	Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, au développement rural, à la pêche et à l'alimentation (SAGARPA)
Coût total du projet:	47,5 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	12,05 millions de DTS (équivalant approximativement à 18,7 millions d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Montant du don du FIDA:	1,29 million de DTS (équivalant approximativement à 2,0 millions d'USD)
Cofinanceur:	Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire
Montant du cofinancement:	10,7 millions d'EUR (équivalant approximativement à 15,0 millions d'USD)
Conditions du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire:	18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle
Contribution de l'emprunteur:	7,0 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4,8 millions d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur des États-Unis du Mexique pour le Projet de développement rural dans la région de Mixteca et dans la zone de Mazahua, telle qu'elle figure au paragraphe 43.

Proposition de financement en faveur des États-Unis du Mexique pour le Projet de développement rural dans la région de Mixteca et dans la zone de Mazahua

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. Bien que le Mexique soit un grand pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, les niveaux de pauvreté rurale y sont toujours élevés et les inégalités sociales et économiques restent fortes. Son secteur agricole doit faire face à la multiplication des facteurs de vulnérabilité et à la dégradation de la base de ressources naturelles. Les populations rurales et autochtones, qui souffrent des effets combinés des crises financière et énergétique et de la hausse des prix des denrées alimentaires, sont aussi confrontées à de multiples contraintes: des ressources humaines et sociales limitées, l'insuffisance des investissements liés à la production et des infrastructures susceptibles de créer de la valeur ajoutée, la rareté des ressources et services financiers, les carences de l'assistance technique apportée par le secteur public et l'accès difficile aux marchés. Ces contraintes se traduisent par une faible productivité, par la stagnation de la consommation et des revenus, et par la pauvreté.
2. Le Mexique est la deuxième plus grande économie d'Amérique latine. Il compte au total 112,3 millions d'habitants (recensement de 2010), dont 22,2% vivent en milieu rural. Le revenu national brut par personne est estimé à 8 890 USD (2010), le coefficient de Gini étant égal à 0,524. En 2009, le pays a été frappé par la crise économique mondiale et son PIB a chuté de 6,1%. En 2010, l'activité économique a progressé de 5,5% et, aujourd'hui, le pays est officiellement sorti de la récession. Le Mexique est fortement tributaire des exportations d'hydrocarbures, des échanges commerciaux avec les États-Unis et des envois de fonds des travailleurs migrants. Il était prévu que ces envois de fonds, qui ont atteint au total 21,3 milliards d'USD en 2010, augmenteraient d'ici à la fin de 2011, ce qui s'explique par l'amélioration des conditions de travail des travailleurs mexicains aux États-Unis. Le caractère ouvert de son économie rendant le Mexique vulnérable aux changements intervenant dans la situation extérieure, les perspectives économiques pour 2012 restent incertaines. En 2012, la croissance risque d'être plus faible (3,1%), mais elle devrait s'accélérer à compter de 2013. Il est indiqué dans le rapport sur la compétitivité mondiale 2011-2012 du Forum économique mondial que l'indice de compétitivité du Mexique s'établit à 4,3 (sur une échelle allant jusqu'à sept) et qu'il est classé 58^e sur 142 pays. Le stade de développement du Mexique y est considéré comme étant "en transition" entre le niveau 2 (axé sur l'efficacité) et le niveau 3 (axé sur l'innovation).
3. Selon le Conseil national de l'évaluation de la politique de développement social, environ 47% de la population est pauvre (avoirs insuffisants) et 18% extrêmement pauvre (manque de moyens suffisants pour avoir accès à l'assortiment alimentaire de base). Même si seulement 25% environ des habitants vivent en milieu rural, ils représentent à peu près les deux tiers des personnes extrêmement pauvres. Par

ailleurs, alors qu'au moins 6,7 millions de Mexicains parlent l'une des 89 langues autochtones du pays, les peuples autochtones sont plus pauvres que les autres populations. Les inégalités sont plus marquées dans les zones rurales, où 61% de la population autochtone est extrêmement pauvre contre seulement 19% de la population rurale non autochtone. De même, l'indice de développement humain (IDH) du pays relatif aux populations autochtones est estimé à 0,67 contre 0,76 pour les non-autochtones (2008). S'agissant de l'IDH, le Mexique est classé au 57^e rang sur 179 pays. La pauvreté rurale, qui sévit davantage dans les États du Sud, est associée à plusieurs facteurs: la petite exploitation et l'agriculture traditionnelle et saisonnière pratiquée sur des terres en forte pente; l'accès insuffisant aux terres et aux moyens de production; la production de céréales de base à des fins de subsistance; les activités artisanales; le revenu tiré du travail de journalier (*jornaleros*); les infrastructures routières insuffisantes; et le manque de soutien spécialisé pour faciliter notamment l'accès aux marchés. Le pays est confronté à une aggravation de la dégradation de ses ressources naturelles et de sa vulnérabilité face aux catastrophes liées au climat. On observe une érosion des sols sur au moins 50% du territoire, et, dans la plupart des cas, cette dégradation est due à des pratiques agricoles inadaptées.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Au cours des dix dernières années, le Gouvernement mexicain s'est employé à mettre en place un cadre pour le développement rural à long terme. La loi sur le développement rural durable (2001) témoigne du fait qu'il est conscient de la nécessité d'un cadre juridique pour la réduction de la pauvreté et le développement rural sans exclusion. Le Plan de développement national 2007-2012 repose sur le principe du développement humain durable et sur plusieurs éléments essentiels, notamment les suivants: mise en place d'une économie compétitive qui crée des emplois; égalité des chances pour tous; et durabilité sur le plan environnemental. Un programme ambitieux est décrit en détail dans ce plan, qui prévoit des objectifs à atteindre en matière de réduction de la pauvreté rurale, d'amélioration de la compétitivité, de gestion de l'environnement et de réforme des institutions.
5. Le gouvernement consolide actuellement son appui à la petite agriculture en renforçant certains de ses principaux programmes d'investissement, notamment le Programme de modernisation durable de l'agriculture traditionnelle (MasAgro), qui vise à: améliorer la sécurité alimentaire grâce à une agriculture durable; réduire la dépendance de l'agriculture à l'égard des combustibles; et accroître la fertilité des sols, la rétention de l'eau et l'adaptation des cultures au changement climatique. Le but est d'augmenter les revenus et les possibilités d'emploi, tout en évitant que les producteurs pratiquant une agriculture de subsistance et saisonnière ne quittent les zones rurales. L'objectif est d'améliorer la productivité agricole de manière générale et, plus particulièrement, la productivité du maïs et du blé. De même, le gouvernement s'attaque de manière globale aux problèmes interdépendants de la désertification et de la dégradation des terres, du changement climatique et de la réduction de la pauvreté.
6. Les trois principaux objectifs du programme d'options stratégiques du FIDA pour le pays axé sur les résultats (COSOP axé sur les résultats) sont fondés sur l'expérience acquise en matière d'exécution et reflètent les objectifs du Plan de développement national, qui visent à: i) créer des revenus durables et des emplois permanents par le biais des programmes gouvernementaux auxquels le FIDA participe, en insistant sur les segments les plus pauvres de la population dans des zones marginales clairement définies; ii) améliorer l'efficacité, l'efficience et l'impact des dépenses publiques sur les activités appuyées par le FIDA qui sont exécutées dans le cadre des programmes du gouvernement. Par la suite, les méthodes et les pratiques permettant d'obtenir ces améliorations seront reproduites à plus grande échelle et étendues à d'autres programmes et régions; et iii) renforcer les capacités

nécessaires pour tirer des enseignements, qui seront utilisés pour élaborer des méthodes efficaces de reproduction à plus grande échelle des stratégies de développement rural et des dispositifs de mise en œuvre.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. La zone d'intervention comprend plusieurs municipalités prioritaires dans la région de Mixteca et dans la zone de Mazahua. La région de Mixteca est située dans les États de Guerrero, d'Oaxaca et de Puebla. Elle couvre une superficie d'environ 40 000 kilomètres carrés et la majeure partie de la population autochtone mixtèque vit dans ses quelque 200 municipalités. La zone de Mazahua se trouve dans l'État de Mexico. Environ 50 000 Mazahuas vivent dans les deux municipalités qui seront visées par le projet.
8. Composé en majorité de Mixtèques, le groupe cible est principalement formé: i) de producteurs pratiquant une agriculture de subsistance, qui cultivent des terres collectives et ne disposent pas de systèmes de production et de commercialisation organisés; ii) de petits éleveurs non organisés de caprins et d'ovins, qui utilisent des terres collectives; iii) d'artisans non organisés, dont les liens avec les marchés sont précaires; iv) de femmes autochtones et rurales qui commencent seulement à participer aux activités productives et rémunératrices; et v) de jeunes, femmes et hommes, autochtones et ruraux qui quittent les campagnes, faute de possibilités d'éducation, d'emploi et de développement d'activités commerciales.
9. Le projet contribuera à renforcer les ressources humaines et les capacités en matière d'organisation des membres des associations économiques, à restaurer la base de ressources naturelles et à développer les moyens de production de 17 500 ménages et de 3 000 femmes et jeunes. Il permettra à 10 000 autres ménages d'améliorer leur qualité de vie grâce à l'alimentation en eau à usage domestique.

B. Objectif de développement du projet

10. Le projet a pour objectif d'accroître les revenus et les possibilités d'emploi des ménages pauvres et autochtones des zones rurales de la région de Mixteca et de la zone de Mazahua. Il représente un investissement en faveur de la mise en place et de la consolidation de chaînes de valeur favorables aux pauvres, constituées de petits producteurs, moyennant le renforcement du tissu social des communautés rurales et autochtones, le développement de leurs associations économiques, la promotion de la production agricole durable et la remise en état des ressources naturelles.
11. Le projet s'articule autour de quatre principaux axes: i) promouvoir la création et le renforcement d'associations économiques locales; ii) doter le nouveau cadre que formeront les dirigeants locaux, ainsi que les femmes et les jeunes ruraux et autochtones, de meilleures capacités de gestion des aspects sociaux et des entreprises; iii) soutenir la production agricole durable en remettant en état les ressources naturelles et en les gérant de manière rationnelle, et en facilitant l'accès à l'eau pour l'irrigation, pour la consommation humaine et animale et pour une utilisation à des fins agro-industrielles; et iv) développer les liens entrepreneuriaux et les microentreprises rurales, tout en facilitant l'accès aux marchés.

C. Composantes/résultats

12. Outre le volet gestion, le projet comprendra les trois composantes suivantes:
 - **Renforcement des capacités humaines et sociales.** Le projet améliorera et renforcera les capacités des groupements d'intérêt économique dans les domaines de la gestion des aspects sociaux et des entreprises et de la production durable. En particulier, il s'efforcera de: i) faciliter la création d'organisations de base de défense des intérêts économiques et renforcer leurs

capacités en matière de gestion des entreprises et d'organisation; et ii) développer les capacités spécialisées nécessaires au développement d'activités commerciales rurales et à l'acquisition de compétences facilitant l'insertion sur le marché du travail, afin que les dirigeants des associations économiques locales, ainsi que les femmes et les jeunes autochtones et ruraux, se perfectionnent dans la gestion des aspects sociaux et des entreprises .

- **Production durable.** Cette composante mettra l'accent sur la compétitivité et la durabilité sur le plan environnemental de la production agricole/rurale axée sur le marché. On peut espérer que, d'ici à la fin du projet, la production agricole durable bénéficiera d'un meilleur accès à l'eau pour l'irrigation, pour la consommation humaine et animale, et pour une utilisation à des fins agro-industrielles; et sur l'adoption de nouvelles techniques.
 - **Accès aux marchés et activités commerciales rurales.** Le projet développera les liens entrepreneuriaux et les microentreprises rurales qui peuvent avoir accès aux marchés de manière compétitive et durable. Il faudra pour ce faire mettre en œuvre des plans d'activité qui prendront en considération les diverses options viables en matière de production et de commercialisation. L'un des résultats du projet sera donc l'instauration de liens entrepreneuriaux pour les chaînes de valeur qui auront l'impact le plus fort sur les micro-entreprises rurales (agricoles et non agricoles) et sur le projet dans son ensemble.
13. Le projet facilitera l'intégration des femmes et jeunes autochtones et ruraux aux initiatives relatives à des activités commerciales rurales soutenues par le projet en renforçant les capacités qui permettent de répondre à la demande locale et ont trait à la création, l'exploitation et la gestion de microentreprises rurales. La stratégie en faveur des femmes et des jeunes sera appliquée dans le cadre de tous les investissements et activités du projet. Afin de promouvoir cette stratégie, le projet: accordera des bourses d'études pour suivre une formation technique et professionnelle; fournira des fonds aux microentreprises rurales nouvellement créées, à des fins de capitalisation; et fera des investissements à caractère social en vue de faciliter l'intégration des femmes aux activités de formation et à la production.

III. Exécution du projet

A. Approche

14. Le projet s'emploiera à renforcer le tissu social et les économies régionales de la région de Mixteca et de la zone de Mazahua. Il collaborera en priorité avec les associations économiques locales qui ont été formées dans le cadre des programmes de développement mis en œuvre actuellement par le Secrétariat à l'agriculture, à l'élevage, au développement rural, à la pêche et à l'alimentation (SAGARPA) – à titre d'exemple, le Programme spécial pour la sécurité alimentaire et le Programme de mise en valeur des zones arides – et qui sont soutenues par les agences de développement rural intervenant dans la zone du projet. Il s'intéressera aussi aux associations nouvelles, cherchant à améliorer les revenus et les possibilités d'emploi. Ses principales lignes de force seront la remise en état des ressources naturelles et leur utilisation durable, la modernisation de l'agriculture et l'instauration de liens entrepreneuriaux et de microentreprises rurales.
15. Cette approche repose sur les principales mesures suivantes: i) renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des aspects sociaux et des entreprises; ii) mise en valeur des territoires et des microbassins; iii) consolidation des moyens de production et des biens collectifs pouvant servir aux liens entrepreneuriaux et aux micro-entreprises rurales; iv) promotion de la modernisation et de la compétitivité, moyennant une formation et une assistance technique spécialisées qui seront dispensées par des agences de développement rural sélectionnées par le

SAGARPA; v) mise en place d'une infrastructure sociale qui facilitera la participation des femmes aux activités productives, rémunératrices et commerciales; et vi) intégration des jeunes, femmes et hommes, aux activités commerciales rurales.

B. Cadre organisationnel

16. En tant qu'organisme d'exécution, le SAGARPA sera chargé de l'exécution du projet dans son ensemble. La Commission nationale pour les zones arides (CONAZA), l'organisme public fédéral relevant du SAGARPA qui est responsable de la mise en valeur des zones arides et semi-arides, sera chargée de l'exécution sur le terrain.
17. Afin de s'acquitter de ses nouvelles fonctions, l'entité d'exécution sur le terrain recrutera, sur les ressources du projet, trois spécialistes de l'administration et un spécialiste de la planification, du suivi-évaluation (S&E) et de la gestion des savoirs.
18. Il incombera notamment au SAGARPA: i) de désigner l'entité d'exécution sur le terrain; ii) d'approuver le plan d'activité et le budget annuels, et de mobiliser les ressources budgétaires requises; et iii) de mener les évaluations annuelles et de superviser l'exécution générale du projet. Un comité d'approbation technique du projet sera constitué dans chacun des quatre États participants. Ce comité sera chargé: i) d'approuver les propositions relatives à des sous-projets présentées par la CONAZA, à des fins d'investissement en faveur de plans d'activité et d'autres projets, selon les demandes formulées par les bénéficiaires-utilisateurs; ii) de donner suite aux plans d'activité et aux projets d'investissement; et iii) de dispenser des conseils à la CONAZA au sujet des politiques, des plans, des stratégies et des normes relatifs à l'exécution du projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. Pour l'exécution du projet, on se conformera au cadre logique et au cadre de gestion des résultats figurant dans le COSOP, ainsi qu'au système interne de planification, de S&E et de gestion des savoirs, qui sera aligné sur les systèmes nationaux correspondants et sur ceux du FIDA. Parmi les indicateurs clés de performance et les objectifs, qui tiendront compte des besoins des divers groupes cibles et des préoccupations communes du programme (femmes /jeunes, sécurité alimentaire, réduction de la vulnérabilité), figurent: i) le pourcentage de ménages pour lesquels l'indice des actifs du ménage, indicateur clé du système de gestion des résultats et de l'impact (SYGRI), augmente; ii) le pourcentage de réduction de la malnutrition infantile, qui est également un indicateur clé du SYGRI; iii) le nombre de microentreprises rurales (associations de producteurs, autres entreprises organisées, agricoles ou non) qui ont accès aux marchés locaux, nationaux et/ou extérieurs; et iv) le nombre d'emplois créés dans le cadre des entreprises nouvellement établies, développées et consolidées et des microentreprises rurales. Afin de garantir que les résultats du projet pourront être mesurés – et que les données d'expérience résultant de l'exécution seront correctement consignées et diffusées –, des systèmes appropriés de S&E, de gestion des savoirs et de gestion des résultats et de l'impact, ainsi que des dispositifs de suivi de l'exécution spécifiques aux sous-projets, seront mis en place.
20. Le projet tirera parti de l'expérience acquise par le FIDA en matière de projets, tout en rassemblant et diffusant ses propres enseignements dans le pays et dans la sous-région de l'Amérique centrale. En conséquence, le projet: i) fera partie intégrante des réseaux d'apprentissage sur le développement rural organisés par le FIDA; et ii) participera aux processus d'apprentissage et de gestion des savoirs du SAGARPA concernant la pauvreté et le développement rural, ainsi qu'au renforcement des politiques publiques sectorielles. Le groupe de dialogue rural – créé sous l'égide de l'initiative "Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté", appuyée par le FIDA et mise en œuvre par le Centre latino-américain pour le développement rural au Mexique et dans

d'autres pays – est dirigé par le SAGARPA et par l'Université autonome nationale de Mexico.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. Le projet sera mis en œuvre par une entité d'exécution désignée par le SAGARPA, sous la supervision d'un fonctionnaire des finances fédéral, qui sera désigné par le Secrétariat aux finances et au crédit public. L'exécution du projet sera assurée conformément aux règles et procédures de fonctionnement du SAGARPA.
22. La gestion financière et la passation des marchés relatifs aux biens et aux services seront effectuées en respectant pleinement les normes et procédures nationales, dans la mesure où elles sont compatibles avec les procédures du FIDA. L'administration du prêt du FIDA sera améliorée grâce: i) à la planification municipale et territoriale encouragée par le projet; ii) à des audits annuels indépendants effectués conformément aux directives du FIDA; iii) au manuel d'exécution du projet; et iv) à une équipe dynamique de gestion du programme dans le pays.

E. Supervision

23. Le projet sera supervisé directement par le FIDA, avec l'appui du bureau de pays du Fonds au Guatemala. Ces dispositions permettront de réaliser au moins deux missions de supervision par an. Des activités continues d'appui à l'exécution et de résolution des problèmes sont envisagées, notamment un soutien initial concernant le plan de passation des marchés pour les biens et services.

F. Exceptions aux Conditions générales applicables au financement du développement agricole

24. Le financement rétroactif s'appliquera aux dépenses admissibles engagées avant la date d'entrée en vigueur du prêt mais après la date de l'approbation par le Conseil d'administration, à concurrence de 0,5 million d'USD au titre de chaque financement. En outre, du fait des exigences opérationnelles, des caractéristiques du projet et de la législation mexicaine acceptable pour le FIDA, les sections 7.05 b), 8.05 et 9.03 b) des Conditions générales ne sont pas applicables. Les dispositions suivantes, convenues avec l'emprunteur, constituent des exceptions aux Conditions générales:
 - Section 4.06: la date de valeur pour les retraits sera la date du dépôt sur le compte de l'emprunteur.
 - Section 7.01 b): le plan de travail et budget annuel sera soumis au plus tard 30 jours après le début de chaque exercice budgétaire.
 - Section 8.04: le rapport d'achèvement du projet sera soumis au plus tard 90 jours après la date de clôture du prêt.
 - Section 8.01: l'emprunteur conservera les registres et les documents pendant au moins cinq ans suivant la date d'achèvement du projet.
 - Section 9.01: l'emprunteur conservera également les comptes et les registres pendant au moins cinq ans suivant la date de clôture du prêt.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

25. Le coût total du projet est estimé à 47,5 millions d'USD sur six ans, y compris les provisions pour aléas financiers et aléas d'exécution, à savoir 43,5 millions d'USD de coût de base (92% du coût total) et 4 millions d'USD pour les aléas financiers et d'exécution (8% du coût total). La répartition des coûts de base du projet par composante est la suivante: i) renforcement des capacités humaines et sociales, 4,79 millions d'USD (11% des coûts de base); ii) production durable, 11,80 millions

d'USD (27%); iii) accès aux marchés et activités commerciales rurales, 24,71 millions d'USD (57%); et iv) gestion du projet, 2,24 millions d'USD (5%).

26. Les fonds du projet affectés aux diverses composantes serviront à: i) créer et consolider les associations de producteurs/économiques; ii) renforcer les capacités de gestion des activités commerciales, et faciliter l'acquisition de compétences utiles sur le marché du travail, en particulier pour les femmes et les jeunes ruraux; iii) améliorer l'accès à l'eau pour l'irrigation, pour la consommation humaine et animale et pour l'utilisation à des fins agro-industrielles; iv) financer les unités de production familiales, l'exploitation des terres collectives et les microentreprises rurales afin que les liens entrepreneuriaux soient renforcés et qu'une production plus abondante et de qualité soit effectivement acheminée jusqu'aux marchés prévus; et v) faciliter la participation des femmes aux activités commerciales rurales, notamment leur accès à des infrastructures sociales susceptibles de réduire la charge de travail du ménage.

B. Financement du projet

27. Les sources de financement du projet sont les suivantes: i) un prêt accordé par le FIDA à des conditions ordinaires, d'un montant de 12,05 millions de DTS, équivalant à environ 18,7 millions d'USD (39%); ii) un don accordé par le FIDA, d'un montant de 1,29 million de DTS, équivalant à environ 2,0 millions d'USD (4%); iii) un prêt accordé par le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol) à des conditions ordinaires, d'un montant de 10,7 millions d'EUR, équivalant à environ 15,0 millions d'USD (32%); iv) les fonds de contrepartie du gouvernement, d'un montant de 7,0 millions d'USD (15%); et v) les contributions apportées par les bénéficiaires du projet, sous forme de main-d'œuvre et de matériaux locaux, d'un montant de 4,8 millions d'USD (10%). Les prêts du FIDA et du Fonds fiduciaire espagnol auront une durée de 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt égal au taux d'intérêt annuel de référence déterminé chaque semestre par le Fonds.

C. Résumé des avantages et analyse économique

28. Il ressort de l'analyse coût-efficacité du projet que ce sont les bénéficiaires-utilisateurs qui tireront directement profit de la majeure partie des investissements, et que les ressources engagées produiront les avantages suivants: i) des associations économiques établies et consolidées; ii) des capacités renforcées des bénéficiaires en matière de gestion des aspects sociaux et des entreprises, de production agricole, de microentreprises et activités commerciales rurales, et d'emploi; iii) la participation des femmes et des jeunes aux associations économiques et aux activités commerciales rurales; iv) des ressources naturelles remises en état, leur utilisation durable, et une vulnérabilité réduite sur le plan environnemental; v) la base d'actifs accrue dont bénéficieront les unités de production agricole et les terres collectives, ainsi que les liens entrepreneuriaux et les microentreprises rurales; et vi) une meilleure sécurité alimentaire dans l'ensemble et des taux de malnutrition infantile inférieurs. Ces investissements représentent 97% du coût total de base, les 3% restants correspondant aux dépenses de fonctionnement.
29. **Viabilité financière des activités commerciales rurales.** Il ressort de l'analyse coûts-avantages qui a été entreprise pour les modèles de production agricole, les unités de production des ménages sans terre, les liens entrepreneuriaux et les microentreprises rurales que tous ces investissements sont viables sur le plan financier et produisent d'importants avantages socioéconomiques. En outre, on a estimé que, d'ici à la fin du projet, le revenu net par ménage atteindrait 6,3 USD par jour, soit 1,3 USD par personne et par jour.
30. **Analyse économique.** Le projet est viable sur le plan économique, car tous les indicateurs économiques pertinents sont favorables: i) le taux de rentabilité est de 25,2%; ii) la valeur actuelle nette est égale à 50,6 millions d'USD; et iii) le rapport

coûts-avantages s'établit à 3,5. Il ressort de l'analyse de sensibilité que les indicateurs pertinents ne sont guère sensibles à la réduction des avantages, à l'augmentation des coûts ou aux retards dans la concrétisation des avantages.

D. Durabilité

31. La stratégie de durabilité du projet prévoit des activités visant à garantir l'appropriation par les bénéficiaires des initiatives financées au cours du cycle d'investissement, notamment les infrastructures sociales et économiques. Cette stratégie visera à assurer la durabilité du capital humain créé et à poursuivre la consolidation des associations de producteurs et des entreprises axées sur l'ajout de valeur/la transformation et la commercialisation. La durabilité du projet sera fonction de: i) la capacité des associations de producteurs à gérer leurs initiatives commerciales et à établir avec efficacité des liens avec les marchés et les secteurs public et privé; ii) l'intérêt manifesté par le SAGARPA pour la poursuite des processus de développement rural visant les populations autochtones et rurales marginalisées, qui ont été lancés dans le cadre des programmes en cours; et iii) la mise en place d'une stratégie de retrait axée sur la pérennité des résultats obtenus, qui prévoit la consolidation des associations économiques, une assistance technique permanente et la facilitation de l'accès au financement à des fins d'exploitation et de modernisation.

E. Identification et atténuation des risques

32. L'exécution du projet comporte des risques limités, pour lesquels des mesures d'atténuation ont été mises en évidence. Les principaux risques sont liés aux facteurs suivants: i) le manque d'empressement des bénéficiaires à assumer des risques commerciaux et économiques. Afin d'atténuer ce risque, le projet entreprendra une campagne de promotion du modèle de regroupement d'entreprises, complétée par des échanges de données d'expérience avec les initiatives couronnées de succès qui sont actuellement mises en œuvre au Mexique et dans d'autres pays. En outre, le projet encouragera les dispositifs d'épargne, créant ainsi un environnement favorable au développement des activités commerciales; ii) les carences des associations de producteurs pour ce qui est d'administrer leurs activités commerciales. Ce risque sera atténué puisque le projet accordera la priorité au renforcement des associations sur le plan de l'organisation et de la gestion, dans le cadre de la composante relative au renforcement des capacités humaines et sociales et de la composante relative à l'accès aux marchés et aux activités commerciales rurales; iii) l'attention insuffisante prêtée par les communautés à la nécessité de remettre en état les ressources naturelles. Le projet encouragera la production durable et fournira les ressources nécessaires pour entreprendre des travaux de conservation des sols; et iv) les pertes éventuelles dues aux catastrophes naturelles. Les dispositifs gouvernementaux d'assurance contre les catastrophes naturelles s'appliqueront à la zone du projet.
33. Le projet est classé dans la catégorie B, car les effets préjudiciables de ses activités et ses investissements sur les territoires situés à l'intérieur de la zone du projet et, de manière plus générale, sur l'environnement seront limités et localisés.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

34. Le projet est conforme au Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, qui part du principe que la petite agriculture axée sur le marché est une activité rentable. Il sera mis en œuvre conformément aux politiques et stratégies du Fonds, notamment la Politique en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes, la Stratégie concernant le changement climatique, la Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement, et la Politique relative à l'engagement aux côtés des peuples autochtones.

B. Alignement et harmonisation

35. Le projet contribuera à la réalisation des objectifs du gouvernement en matière de développement rural, de lutte contre la pauvreté et de réduction de la marginalisation sociale. Il est en concordance avec le Plan de développement national 2007-2012, le Programme national pour l'égalité des chances et la non-discrimination à l'égard des femmes (*Plan Proequidad*), la loi sur le développement rural durable et la loi générale sur le développement social. L'alignement du FIDA sur les objectifs du gouvernement apparaît clairement dans le COSOP axé sur les résultats et dans le Cadre stratégique 2011-2015, dont le principal objectif est de permettre aux populations rurales pauvres d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité d'adaptation.
36. **Harmonisation.** Le projet sera en accord avec les autres programmes du SAGARPA mis en œuvre dans la région de Mixteca, et mettra à profit et approfondira les avantages qui ont déjà été obtenus dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'alimentation en eau. S'agissant des initiatives de coopération internationale, le projet ne fera double emploi avec aucun des projets financés actuellement par la Banque interaméricaine de développement, la Banque mondiale ou le Programme des Nations Unies pour le développement. Pour ce qui est du secteur privé, la stratégie générale d'intervention du projet repose sur l'établissement de partenariats avec le secteur commercial privé en vue d'améliorer l'accès aux marchés, les réseaux et les services d'assistance technique.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

37. S'agissant des initiatives et de l'approche du SAGARPA en matière de développement rural, le projet comportera plusieurs innovations, notamment:
- i) le renforcement du tissu social et des économies rurales dans la zone du projet, la priorité étant donnée aux groupes économiques organisés et à leurs activités commerciales;
 - ii) la facilitation de l'accès aux marchés, grâce à l'instauration de liens entrepreneuriaux et de microentreprises rurales; et
 - iii) la mise en place et l'application d'un système d'évaluation des associations permettant d'adapter les programmes de renforcement des capacités en matière de gestion des entreprises et d'organisation, selon le degré de développement de chaque association. Parmi les autres innovations du projet figurent: i) l'approche en matière de production durable (chaînes de valeur commerciales et vivrières), qui insiste sur l'adaptation au changement climatique; ii) la planification territoriale et municipale; et iii) l'importance accordée au développement du potentiel des jeunes ruraux et à la formation qui les dotera des compétences nécessaires, compte tenu de l'évolution du marché du travail, pour pouvoir démarrer leur propre activité commerciale.
38. **Modalités de reproduction à plus grande échelle.** Le projet fera face aux contraintes pesant sur les deux zones d'intervention ciblées, mais les savoirs qu'il accumulera sur les liens entrepreneuriaux et les partenariats privés visant à améliorer l'accès aux marchés serviront de point de départ pour la transposition et la reproduction à plus grande échelle dans d'autres régions du pays.

D. Participation à l'élaboration des politiques

39. Le dialogue au sein du gouvernement et entre les parties prenantes sectorielles a été facilité grâce à la création par le gouvernement du groupe de dialogue rural et à la participation directe du SAGARPA à l'initiative "Le savoir au service du changement – Processus stratégiques pour un impact sur la pauvreté", mise en œuvre par le Centre latino-américain pour le développement rural.

VI. Instruments juridiques et autorité

40. Un accord de financement entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé du FIDA est consenti à l'emprunteur. Un accord de financement entre les États-Unis du Mexique et le Fonds

fiduciaire espagnol constitue l'instrument juridique aux termes duquel le prêt proposé du Fonds fiduciaire espagnol est consenti à l'emprunteur. Une copie des accords de financement négociés est jointe en annexe.

41. Un accord de don entre les États-Unis du Mexique et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le don proposé du FIDA est consenti au bénéficiaire. Un accord de don distinct sera conclu après l'approbation du projet par le Conseil d'administration.
42. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

43. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds fera aux États-Unis du Mexique un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à douze millions cinquante mille droits de tirage spéciaux (12 050 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE: que le Fonds accordera aux États-Unis du Mexique un don d'un montant équivalant à un million deux cent quatre-vingt-dix mille droits de tirage spéciaux (1 290 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire, agissant par l'entremise du FIDA en sa qualité de gestionnaire ou d'administrateur, accordera aux États-Unis du Mexique un prêt à des conditions ordinaires, d'un montant équivalant à dix millions sept cent mille euros (10 700 000 EUR), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo Rural en la Región Mixteca y la Zona Mazahua"

(Negociaciones concluidas el 29 de marzo de 2012)

Número del Préstamo del Fondo Fiduciario: [insertar número]

Proyecto de Desarrollo Rural en la Región Mixteca y la Zona Mazahua (el "Proyecto")

El Fondo Fiduciario de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria (el "Fondo Fiduciario") actuando mediante el Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) en calidad de Administrador del Fondo Fiduciario

y

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (S.H.C.P) (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes")

acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que la Junta Ejecutiva del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) en su 100º período de sesiones celebradas en septiembre de 2010 aprobó el instrumento por el que se crea el Fondo Fiduciario de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria ("Fondo Fiduciario") y asimismo autorizó que el Fondo Fiduciario, actuando mediante el FIDA en su capacidad de Administrador del mismo, contrajera un convenio de préstamo con el Reino de España (España);

CONSIDERANDO que el Fondo Fiduciario es una actividad auxiliar del FIDA aprobada por la Junta Ejecutiva del FIDA en el marco del Artículo 7 Sección 3 del Convenio Constitutivo del FIDA;

CONSIDERANDO que España y el FIDA, en su capacidad de Fideicomisario del Fondo Fiduciario, han contraído un Convenio de préstamo con fecha 28 de diciembre de 2010;

CONSIDERANDO que el FIDA ha acordado conceder un Préstamo FIDA y una Donación FIDA al Prestatario/Receptor (la financiación FIDA) para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en los respectivos Convenios a celebrarse entre el FIDA y el Prestatario/Receptor (Convenio Préstamo FIDA y Convenio Donación FIDA); y

CONSIDERANDO que el Fondo Fiduciario ha acordado conceder al Prestatario bajo los términos y condiciones del presente Convenio un Préstamo adicional del Fondo Fiduciario con el propósito de incrementar la financiación FIDA con respecto al Proyecto;

Por lo tanto, las Partes acuerdan lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento la Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 abril de 2009 (las "Condiciones Generales"). Las disposiciones de las Condiciones Generales que no apliquen al Convenio Préstamo FIDA no aplicarán al presente Convenio. Las excepciones a las Condiciones Generales especificadas en la Sección E 3 b) del Convenio Préstamo FIDA aplicarán al presente Convenio.
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.
3. El Fondo Fiduciario proporcionará un Préstamo del Fondo Fiduciario, que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto.

Sección B

1. El monto del Préstamo del Fondo Fiduciario es de Euros 10 700 000 (Diez millones setecientos mil Euros).
2. El Préstamo del Fondo Fiduciario se concede en condiciones ordinarias.
3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo del Fondo Fiduciario será el EURO.
4. El Ejercicio Financiero o fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año.
5. Los pagos del capital y los intereses del Préstamo del Fondo Fiduciario serán pagaderos cada 15 de marzo y 15 de septiembre. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el Fondo Fiduciario comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.
6. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, proporcionará financiación de contrapartida suficiente para el logro de los objetivos del Proyecto.
7. El monto del Préstamo del Fondo Fiduciario se desembolsará al Prestatario siguiendo los procedimientos del FIDA. El Prestatario se obliga a utilizar un monto equivalente al del Préstamo del Fondo Fiduciario para los fines y propósitos señalados en el presente Convenio en apego a sus leyes de ingresos, presupuesto y deuda pública.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (SAGARPA).
2. La ejecución del Proyecto se llevará a cabo por la misma SAGARPA o por las instancias que designe.

3. El Agente Financiero del Prestatario será Nacional Financiera, S.N.C. (NAFIN) a través del cual el Prestatario llevará a cabo la propia administración del Préstamo del Fondo Fiduciario y supervisión del Proyecto.
4. SAGARPA por si misma o a través des instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las Partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.
5. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

Las disposiciones relativas a supervisión y administración del Convenio Préstamo FIDA aplicarán al Proyecto y al Préstamo del Fondo Fiduciario.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales para la suspensión del presente Convenio que el derecho del Prestatario a solicitar desembolsos del Préstamo FIDA haya sido suspendido en virtud del Convenio Préstamo FIDA.
2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que el Prestatario haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.
3. Conforme a lo establece la Sección 8.03 a) de las Condiciones Generales, los informes de avance de proyecto serán presentados dentro de los 60 días naturales posteriores a la conclusión de cada semestre calendario.
4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el Fondo Fiduciario:

Kanayo F. Nwanze
 Presidente
 Fondo Internacional de Desarrollo
 Agrícola
 Fideicomisario del Fondo Fiduciario

Por el Prestatario:

Lic. Alejandro Díaz de León Carrillo
 Titular de la Unidad de Crédito Público
 Secretaría de Hacienda y Crédito Público

5. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el Fondo Fiduciario:

Fondo Internacional de Desarrollo
 Agrícola,
 Fideicomisario del Fondo Fiduciario
 Via Paolo di Dono, 44
 00142 Roma, Italia

45. Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Asuntos
 Internacionales de Hacienda
 Secretaría de Hacienda y Crédito Público
 Insurgentes Sur No. 1971 Torre III Piso 3
 Col. Guadalupe Inn, C.P. 01020
 México, D.F, México

El presente Convenio, ha sido elaborado en idioma español en cinco (5) ejemplares, tres (3) de los cuales son para el Fondo Fiduciario y los otros dos (2) para el Prestatario y entrará en vigor en la fecha de su contrafirma

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

[_____] Titular de la Unidad de Crédito Público

Fecha: _____

FONDO FIDUCIARIO

[_____] Presidente del IFAD
en calidad de Fidecomisario del Fondo Fiduciario

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

Descripción del Proyecto

1. *Población-objetivo.* El Proyecto está dirigido a la población indígena y rural pobre en diversos municipios de la Región de Mixteca (estados de Guerrero, Oaxaca y Puebla) y del Estado de México (zona Mazahua).
2. *Objetivos.* El objetivo general del Proyecto es que las familias indígenas y rurales pobres de la región Mixteca y la zona Mazahua aumenten sus ingresos y empleo, fortaleciendo el tejido social *mediante* su organización para los negocios rurales.
3. *Objetivos específicos.* Los objetivos específicos del Proyecto son: i) constituir y fortalecer las organizaciones con fines económicos de los beneficiarios; ii) mejorar las capacidades de los líderes de las organizaciones económicas de base, de las mujeres y los jóvenes, para la gestión social y empresarial; iii) mejorar la producción agropecuaria sustentable mediante la rehabilitación de los recursos naturales, la captación de agua para riego y consumo humano/animal/industrial, y la adopción de nuevas tecnologías, y iv) desarrollar los encadenamientos empresariales para las cadenas de valor que permitan lograr el mayor impacto del Proyecto y las Microempresas Rurales (MER), agropecuarias y no agropecuarias.
4. *Componentes.* Los componentes del Proyecto son:

Componente I: Desarrollo de Capacidades Humanas y Sociales

1. El objetivo de este componente se centrará en lograr dos resultados: a) promover y fortalecer los grupos con intereses económicos, para la gestión social, empresarial, y la producción sustentable, y b) desarrollar capacidades humanas para esos fines.
2. El Proyecto se definirá con base en las Reglas de Operación de los Programas de la SAGARPA con la participación de las comunidades/ejidos, para identificar grupos interesados en desarrollar negocios rurales. Las actividades estarán dirigidas al desarrollo de capacidades de la población objetivo haciendo énfasis en mujeres y jóvenes, para que emprendan negocios o para que se inserten en el mercado laboral.
3. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente II: Producción Sustentable

1. Este componente apoyará la sustentabilidad económica y ambiental de la producción rural orientada a los mercados, y en modernizar la producción agropecuaria para que sea competitiva. Ello implicará la rehabilitación y protección de los terrenos destinados a la producción agropecuaria, la captación y el uso eficiente del agua, y la adopción de tecnologías de producción agropecuarias de punta adaptadas a la región.
2. La estrategia para lograr este objetivo será suministrar capacitación, asistencia técnica, y recursos para capacitación en el uso sustentable de los recursos naturales a los productores agropecuarios organizados y/o en proceso de organización, además de establecer microempresas que puedan proveer servicios e insumos estratégicos para la producción agropecuaria sustentable.

3. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente III: Acceso a Mercados y Negocios Rurales

1. Tiene como objetivo desarrollar encadenamientos empresariales y microempresas rurales para que logren acceder a los mercados, en forma competitiva y sustentable. Ello implicará la formulación e implementación de Planes de Negocio que contemplen todas las alternativas productivas y comerciales viables, con asistencia técnica especializada.

2. Se buscará facilitar el acceso de la población objetivo a los mercados locales, estatales y nacionales, mediante la implementación y el desarrollo de encadenamientos empresariales y microempresas rurales. Para ello se crearán y fortalecerán capacidades organizativas, administrativas, de producción y comercialización, y de acceso a financiamiento, de modo que se inserten competitivamente y en forma sostenida en los mercados, generando ingresos y empleo.

3. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente IV: Gestión del Proyecto

1. Este componente será responsable de la operación del Proyecto de modo que se logren los objetivos arriba descritos, mediante capacitación, planificación y coordinación de las acciones, el monitoreo de los avances, la evaluación de los resultados, la gestión del conocimiento, la administración y la gestión financiera.

2. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Disposiciones de Ejecución

1. Organismo Responsable y Ejecutor del Proyecto.

La SAGARPA asume la responsabilidad general de la ejecución del Proyecto como se detalla en el Manual de Operaciones y en el presente Convenio.

1.1 Funciones. La SAGARPA asume las funciones generales de: i) designar las Instancias Ejecutoras, en su caso; ii) aprobar los planes operativos y presupuestos de inversión anuales, así como gestionar los recursos presupuestales para la ejecución del proyecto ; iii) conducir las evaluaciones anuales del Proyecto; y iv) asegurar su correcta implementación.

Las características operativas, la estructura organizacional y las funciones específicas para garantizar el logro de los objetivos del Proyecto estarán descritas en el Manual de operaciones.

2. Equipo de Gestión del Proyecto (EGP).

La instancia ejecutora designada contratará, con recursos del Proyecto, los siguientes especialistas entre otros: a) un Asistente de Operaciones, que será responsable de coordinar y facilitar las operaciones técnicas; b) Un especialista en administración financiera, que estará a cargo del apoyo a la administración financiera; c) Un especialista en gestión de contratos, que atenderá los aspectos administrativos y financieros de los contratos del Proyecto; y d) un especialista en planificación, seguimiento, evaluación y

gestión del conocimiento, que estará a cargo del Apoyo a la Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento.

3. *Comités Técnicos de Dictaminación (CTD).*

Se establecerá un Comité Técnico de Dictaminación cuyas funciones y composición se determinará en el Manual de Operación del Proyecto.

4. *Agente Financiero.*

NAFIN actuará como Agente Financiero del Prestatario. Designado por la SHCP, como responsable de la administración de los recursos del préstamo para los propósitos de este financiamiento, llevando a cabo actividades de coordinación con el Fondo. Sus funciones específicas estarán definidas en el "Contrato de Mandato y de Ejecución del Proyecto" que incluirá, entre otras, solicitar el retiro de fondos de la Cuenta del Préstamo.

5. *El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.*

El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto. Será formalizado entre la SHCP, NAFIN y SAGARPA. En él se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto y la administración del Préstamo FIDA.

6. *Manual de Operaciones del Proyecto.*

La SAGARPA ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio, las Reglas de Operación de los Programas de la SAGARPA y al Manual de Operaciones el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto por parte del Prestatario, a través de SAGARPA, y que contiene, entre otros los siguientes temas: i) contexto legal y organizativo; ii) descripción del proyecto, sus componentes y cobertura; iii) organización para la ejecución y funciones por nivel; iv) mecanismo de implementación de los componentes y ciclo de planes y sub-proyectos; v) administración de recursos financieros y activos; vi) adquisiciones y contrataciones; vii) política de contratación y administración de profesionales de la EGP; y viii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

Si fuera necesario, la SAGARPA, a través de NAFIN, podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo del Fondo Fiduciario.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo del Fondo Fiduciario, y la asignación de los montos del Préstamo del Fondo Fiduciario a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categorías	46. Monto del Préstamo del Fondo Fiduciario asignado	% de financiación sin impuestos
	(expresado en EUR)	
I. Infraestructuras		
a) Infraestructura hidráulica	3 330 000	100%
b) Infraestructura social	0	
II. Capacitación y divulgación		
III. Estudios y asistencia técnica	0	
IV. Activos productivos		
a) Agroindustria/Microempresa Rural	0	
b) Parcelas y agostaderos	5 530 000	100%
I. c) Uso sustentable de recursos naturales	770 000	100%
V. Costos operativos	0	
Sin asignación	1 070 000	
TOTAL	10 700 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro de asignaciones consideran los siguientes conceptos generales de gasto entre otros:

Infraestructura. Incluye las subcategorías: i) *Infraestructura hidráulica*, para la construcción de obras de captación de agua; y ii) *Infraestructura social*, para obras que faciliten la participación de la población objetivo en los negocios rurales que incluye por ejemplo estufas ecológicas y silos para granos básicos, y para aspectos sanitarios para buenas prácticas agrícolas.

Capacitación y divulgación. Incluye los eventos de capacitación a beneficiarios para los negocios rurales, para la gestión empresarial y la inserción laboral, además de los materiales de divulgación.

Estudios y asistencia técnica. Incluye la contratación de prestadores de servicios profesionales para fortalecer las organizaciones de los beneficiarios, y para mejorar la competitividad de los encadenamientos empresariales y las Microempresas

Rurales (MER); así como para estudios, asesorías, los especialistas de la EGP y auditorías.

Activos productivos. Incluye, entre otros activos productivos destinados a actividades agropecuarias como inversiones en parcelas y agostaderos, en nuevas plantaciones perennes (frutales, forrajeras, etc.), sistemas de riego, sistemas de producción caprino, bovino y ovino, proyectos de producción bajo esquemas de agricultura protegida; agroindustrias y Microempresas Rurales, para inversiones en infraestructura, en obra civil y equipamiento, y prácticas y actividades para el uso sustentable de recursos naturales, para los trabajos de conservación de suelos, reforestación y sistemas agroforestales en parcelas y en terrenos comunales o de algún otro régimen de propiedad.

Costos operativos. Para gastos de: combustibles, lubricantes, mantenimiento de equipos y vehículos, seguros, y misceláneos de oficina y viáticos, entre otros, que se requieran para el funcionamiento del Proyecto.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Proyecto.

2. *Financiación retroactiva.* Se podrán hacer retiros para gastos incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor del Proyecto hasta por un monto total equivalente a USD 500 000.

Convenio de financiación negociado: "Proyecto de Desarrollo Rural en la Región Mixteca y la Zona Mazahua"

(Negociaciones concluidas el 29 de marzo de 2012)

Número del Préstamo FIDA: [insertar número]

Proyecto de Desarrollo Rural en la Región Mixteca y la Zona Mazahua (el "Proyecto")

El Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (el "Fondo" o el "FIDA")

y

Los Estados Unidos Mexicanos, por conducto de la Secretaría de Hacienda y Crédito Público (S.H.C.P) (el "Prestatario")

(cada uno de ellos por separado la "Parte" y los dos colectivamente las "Partes") acuerdan lo siguiente:

Preámbulo

CONSIDERANDO que el FIDA ha acordado conceder una Donación de sus propios recursos (Donación FIDA) al Prestatario por la cantidad de DEG 1 290 000 (Un millón doscientos noventa mil Derechos Especiales de Giro) para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en un Convenio (Convenio Donación FIDA) a celebrarse entre el Fondo, el Receptor/Prestatario, el Organismo Responsable del Proyecto y el Agente Financiero designado.

CONSIDERANDO que el Fondo Fiduciario de España para la Cofinanciación de la Seguridad Alimentaria (el "Fondo Fiduciario") creado por el Instrumento que aprobó la Junta Ejecutiva del FIDA en su 100º período de sesiones celebradas en septiembre de 2010, y actuando mediante el FIDA en su calidad de Administrador del Fondo Fiduciario, ha acordado conceder al Prestatario bajo los términos y condiciones establecidos en un Convenio a celebrarse entre el Fondo Fiduciario y el Prestatario, un préstamo adicional del Fondo Fiduciario (préstamo del Fondo Fiduciario) por la cantidad equivalente de Euros 10 700 000 (Diez millones setecientos mil Euros) con el propósito de incrementar la financiación con respecto al Proyecto;

El FIDA ACUERDA conceder un Préstamo (el préstamo FIDA) de sus propios recursos al Prestatario para asistir en la financiación del Proyecto de acuerdo con los términos y condiciones establecidos en el presente Convenio; y

Las Partes acuerdan además lo siguiente:

Sección A

1. Los siguientes documentos conforman colectivamente este Convenio: el presente documento, la Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución (Anexo 1), el Cuadro de asignaciones (Anexo 2), y las *Condiciones Generales para la Financiación del Desarrollo Agrícola* de fecha 29 abril de 2009 (las "Condiciones Generales").
2. Las Condiciones Generales en sus sucesivas versiones enmendadas y cualquiera de las disposiciones en ellas contempladas serán aplicables al presente Convenio. A los

efectos del presente Convenio, los términos definidos en las Condiciones Generales tendrán el significado en ellas indicado.

3. El Fondo proporcionará un Préstamo FIDA al Prestatario, que el Prestatario utilizará para ejecutar el Proyecto.

Sección B

1. El monto del Préstamo FIDA es de DEG 12 050 000 (Doce millones cincuenta mil Derechos Especiales de Giro).

2. El Préstamo FIDA se concede en condiciones ordinarias.

3. La Moneda de Pago del Servicio del Préstamo FIDA será el Dólar de los Estados Unidos.

4. El Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario aplicable será del 1º de enero al 31 de diciembre de cada año.

5. Los pagos del capital y los intereses serán pagaderos cada 15 de marzo y 15 de septiembre. El capital será pagadero en 30 plazos semestrales comenzando 3 años después de la fecha de cumplimiento de las condiciones generales y adicionales previas para el retiro de los fondos. En dicho momento el FIDA comunicará al Prestatario el calendario de amortización correspondiente.

6. El Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, proporcionará financiación de contrapartida suficiente para el logro de los objetivos del Proyecto.

7. El monto del Préstamo FIDA se desembolsará al Prestatario siguiendo los procedimientos del FIDA. El Prestatario se obliga a utilizar un monto equivalente al del Préstamo FIDA para los fines y propósitos señalados en el presente Convenio en apego a sus leyes de ingresos, presupuesto y deuda pública.

Sección C

1. El Organismo Responsable del Proyecto será la Secretaría de Agricultura, Ganadería, Desarrollo Rural, Pesca y Alimentación (SAGARPA).

2. La ejecución del Proyecto se llevará a cabo por la misma SAGARPA o por las instancias que designe.

3. El Agente Financiero del Prestatario será Nacional Financiera, S.N.C. (NAFIN).

4. SAGARPA por si misma o a través de instancias que determine y en acuerdo con el Fondo, llevará a cabo la Revisión de Medio Término como se especifica en la Sección 8.03 b) y c) de las Condiciones Generales, pudiendo las partes acordar otra fecha para llevar a cabo la Revisión de Medio Término de la ejecución del Proyecto.

5. La Fecha de Terminación del Proyecto será el sexto aniversario de la fecha de entrada en vigor del presente Convenio.

Sección D

1. El Fondo, por su parte, administrará el Préstamo FIDA y supervisará el Proyecto directamente.

2. El Agente Financiero a través del cual el Prestatario llevará a cabo la propia administración del Préstamo FIDA y supervisión del Proyecto, será NAFIN.

Sección E

1. Se considera que son motivos adicionales para la suspensión del presente Convenio que cualquiera de las disposiciones del Manual de Operaciones del Proyecto hayan sido objeto de cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda u otra modificación sin el acuerdo previo del Fondo, y éste haya determinado, previa consulta con el Prestatario, que tal cesión, renuncia, suspensión, revocación, enmienda o modificación ha tenido, o es probable que tenga, consecuencias adversas sustanciales para el Proyecto.

2. Se considera que es condición general adicional previa para el retiro de fondos que el Prestatario haya entregado al Fondo un ejemplar debidamente firmado del Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.

3. a) Las siguientes disposiciones Generales no se aplican al presente Convenio: i) Sección 7.05 b); ii) Sección 8.05; y iii) Sección 9.03 c).

b) Las siguientes disposiciones son excepciones a las Condiciones Generales: i) la Fecha de valor de los retiros coincidirá con la fecha de depósito en la cuenta del Prestatario (Sección 4.06); ii) el Plan Operativo Anual (POA) será presentado a más tardar treinta (30) días después del inicio de cada Ejercicio Financiero o Fiscal del Prestatario (Sección 7.01 b); iii) el Informe Final se presentará a más tardar noventa (90) días después de la Fecha de Cierre de la Financiación (Sección 8.04); iv) el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto mantendrá registros y documentación durante al menos cinco (5) años siguientes a la fecha de terminación del Proyecto (Sección 8.01); y v) el Prestatario, a través del Organismo Responsable del Proyecto, conservará las cuentas y registros por al menos cinco (5) años siguientes a la Fecha de Cierre de la Financiación (Sección 9.01).

c) Conforme a lo establece la Sección 8.03 a) de las Condiciones Generales, los informes de avance de proyecto serán presentados dentro de los 60 días naturales posteriores a la conclusión de cada semestre calendario.

4. Se indican a continuación los representantes designados:

Por el FIDA:

Kanayo F. Nwanze
Presidente
Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola

47. Por el Prestatario:

Lic. Alejandro Díaz de León Carrillo
Titular de la Unidad de Crédito Público
Secretaría de Hacienda y Crédito Público

5. Se indican las direcciones que han de usarse para el intercambio de comunicaciones relacionadas con el presente Convenio.

Por el FIDA:

Fondo Internacional de Desarrollo
Agrícola y Fideicomisario del
Fondo Fiduciario
Via Paolo di Dono, 44
00142 Roma, Italia

Por el Prestatario:

Titular de la Unidad de Asuntos
Internacionales de Hacienda
Secretaría de Hacienda y Crédito Público
Insurgentes Sur No. 1971 Torre III Piso 3
Col. Guadalupe Inn, C.P. 01020

México, D.F, México

El presente Convenio, ha sido elaborado en idioma español en cinco (5) ejemplares, tres (3) de los cuales son para el FIDA y los otros dos (2) para el Prestatario y entrará en vigor en la fecha de su contrafirma.

ESTADOS UNIDOS MEXICANOS

[_____] Titular de la Unidad de Crédito Público

Fecha: _____

FONDO INTERNACIONAL DE DESARROLLO AGRÍCOLA

[_____] Presidente

Fecha: _____

Anexo 1

Descripción del Proyecto y disposiciones de ejecución

Descripción del Proyecto

1. **Población-objetivo.** El Proyecto está dirigido a la población indígena y rural pobre en diversos municipios de la Región de Mixteca (estados de Guerrero, Oaxaca y Puebla) y del Estado de México (zona Mazahua).
2. **Objetivos.** El objetivo general del Proyecto es que las familias indígenas y rurales pobres de la región Mixteca y la zona Mazahua aumenten sus ingresos y empleo, fortaleciendo el tejido social *mediante* su organización para los negocios rurales.
3. **Objetivos específicos.** Los objetivos específicos del Proyecto son: i) constituir y fortalecer las organizaciones con fines económicos de los beneficiarios; ii) mejorar las capacidades de los líderes de las organizaciones económicas de base, de las mujeres y los jóvenes, para la gestión social y empresarial; iii) Mejorar la producción agropecuaria sustentable mediante la rehabilitación de los recursos naturales, la captación de agua para riego y consumo humano/animal/industrial, y la adopción de nuevas tecnologías; y iv) Desarrollar los encadenamientos empresariales para las cadenas de valor que permitan lograr el mayor impacto del Proyecto y las Microempresas Rurales (MER), agropecuarias y no agropecuarias.
4. **Componentes.** Los componentes del Proyecto son:

Componente I: Desarrollo de Capacidades Humanas y Sociales

1. El objetivo de este componente se centrará en lograr dos resultados: a) promover y fortalecer los grupos con intereses económicos, para la gestión social, empresarial, y la producción sustentable, y b) desarrollar capacidades humanas para esos fines.
2. El Proyecto se definirá con base en las Reglas de Operación de los Programas de la SAGARPA con la participación de las comunidades/ejidos, para identificar grupos interesados en desarrollar negocios rurales. Las actividades estarán dirigidas al desarrollo de capacidades de la población objetivo haciendo énfasis en mujeres y jóvenes, para que emprendan negocios o para que se inserten en el mercado laboral.
3. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente II: Producción Sustentable

1. Este componente apoyará la sustentabilidad económica y ambiental de la producción rural orientada a los mercados, y en modernizar la producción agropecuaria para que sea competitiva. Ello implicará la rehabilitación y protección de los terrenos destinados a la producción agropecuaria, la captación y el uso eficiente del agua, y la adopción de tecnologías de producción agropecuarias de punta adaptadas a la región.
2. La estrategia para lograr este objetivo será suministrar capacitación, asistencia técnica, y recursos para capacitación en el uso sustentable de los recursos naturales a los productores agropecuarios organizados y/o en proceso de organización, además de establecer microempresas que puedan proveer servicios e insumos estratégicos para la producción agropecuaria sustentable.

3. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente III: Acceso a Mercados y Negocios Rurales

1. Tiene como objetivo desarrollar encadenamientos empresariales y microempresas rurales para que logren acceder a los mercados, en forma competitiva y sustentable. Ello implicará la formulación e implementación de Planes de Negocio que contemplen todas las alternativas productivas y comerciales viables, con asistencia técnica especializada.

2. Se buscará facilitar el acceso de la población objetivo a los mercados locales, estatales y nacionales, mediante la implementación y el desarrollo de encadenamientos empresariales y microempresas rurales. Para ello se crearán y fortalecerán capacidades organizativas, administrativas, de producción y comercialización, y de acceso a financiamiento, de modo que se inserten competitivamente y en forma sostenida en los mercados, generando ingresos y empleo.

3. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Componente IV: Gestión del Proyecto

1. Este componente será responsable de la operación del Proyecto de modo que se logren los objetivos arriba descritos, mediante capacitación, planificación y coordinación de las acciones, el monitoreo de los avances, la evaluación de los resultados, la gestión del conocimiento, la administración y la gestión financiera.

2. Los detalles de las actividades específicas y el mecanismo de asignación de estos apoyos estarán incluidos en el Manual de Operaciones del Proyecto.

Disposiciones de Ejecución

1. *Organismo Responsable y Ejecutor del Proyecto.*

La SAGARPA asume la responsabilidad general de la ejecución del Proyecto como se detalla en el Manual de Operaciones y en el presente Convenio.

1.2 Funciones. La SAGARPA asume las funciones generales de: i) designar las Instancias Ejecutoras, en su caso; ii) aprobar los planes operativos y presupuestos de inversión anuales, así como gestionar los recursos presupuestales para la ejecución del proyecto; iii) conducir las evaluaciones anuales del Proyecto; y iv) asegurar su correcta implementación.

Las características operativas, la estructura organizacional y las funciones específicas para garantizar el logro de los objetivos del Proyecto estarán descritas en el Manual de operaciones.

2. *Equipo de Gestión del Proyecto (EGP).* La instancia ejecutora designada contratará, con recursos del Proyecto, los siguientes especialistas entre otros: a) un Asistente de Operaciones, que será responsable de coordinar y facilitar las operaciones técnicas;; b) Un especialista en administración financiera, que estará a cargo del apoyo a la administración financiera; c) Un especialista en gestión de contratos, que atenderá los aspectos administrativos y financieros de los contratos del Proyecto; y d) un especialista en planificación, seguimiento, evaluación y gestión del conocimiento, que estará a cargo del Apoyo a la Planificación, Seguimiento, Evaluación y Gestión del Conocimiento.

3. *Comités Técnicos de Dictaminación (CTD).*

Se establecerá un Comité Técnico de Dictaminación cuyas funciones y composición se determinará en el Manual de Operación del Proyecto.

4. *Agente Financiero.*

NAFIN actuará como Agente Financiero del Prestatario. Designado por la SHCP, como responsable de la administración de los recursos del préstamo para los propósitos de este financiamiento, llevando a cabo actividades de coordinación con el Fondo. Sus funciones específicas estarán definidas en el "Contrato de Mandato y de Ejecución del Proyecto" que incluirá, entre otras, solicitar el retiro de fondos de la Cuenta del Préstamo.

5. *El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto.*

El Contrato de Mandato y de Ejecución de Proyecto. Será formalizado entre la SHCP, NAFIN y SAGARPA. En él se especificarán las responsabilidades y atribuciones de las partes con respecto a la ejecución y supervisión del Proyecto y la administración del Préstamo FIDA.

5. *Manual de Operaciones del Proyecto.*

La SAGARPA ejecutará el Proyecto conforme al presente Convenio, las Reglas de Operación de los Programas de la SAGARPA y al Manual de Operaciones el cual establece las reglas operativas y administrativas, procedimientos y formatos para la ejecución del Proyecto por parte del Prestatario, a través de SAGARPA, y que contiene, entre otros los siguientes temas: i) contexto legal y organizativo; ii) descripción del proyecto, sus componentes y cobertura; iii) organización para la ejecución y funciones por nivel; iv) mecanismo de implementación de los componentes y ciclo de planes y sub-proyectos; v) administración de recursos financieros y activos; vi) adquisiciones y contrataciones; vii) política de contratación y administración de profesionales de la EGP; y viii) sistema de planificación, seguimiento y evaluación.

Si fuera necesario, la SAGARPA, a través de NAFIN, podrá proponer modificaciones al Manual de Operaciones del Proyecto que serán efectivas solamente tras su aprobación y previa no objeción del Fondo.

Anexo 2

Cuadro de Asignaciones

1. *Asignación de los recursos del Préstamo FIDA.* a) En el cuadro que figura a continuación se presentan las Categorías de Gastos Admisibles que se financiarán con cargo al Préstamo FIDA y la asignación de los montos del Préstamo FIDA a cada Categoría, así como los porcentajes de los gastos correspondientes a los rubros que se financiarán en cada Categoría:

Categorías	49. Monto del Préstamo FIDA asignado (expresado en DEG)	% de financiación sin impuestos
VI. Infraestructuras		
a) Infraestructura hidráulica	0	
b) Infraestructura social	860 000	100%
VII. Capacitación y divulgación	1 590 000	100%
VIII. Estudios y asistencia técnica	6 260 000	100%
IX. Activos productivos		
a) Agroindustria/ Microempresa Rural	1 440 000	100%
b) Parcelas y agostaderos	0	
II. c) Uso sustentable de recursos naturales	0	
X. Costos operativos	690 000	100%
Sin asignación	1 210 000	
TOTAL	12 050 000	

b) Los términos que se emplean en el cuadro de asignaciones consideran los siguientes conceptos generales de gasto entre otros:

Infraestructura. Incluye las subcategorías: i) *Infraestructura Hidráulica*, para la construcción de obras de captación de agua; y ii) *Infraestructura Social*, para obras que faciliten la participación de la población objetivo en los negocios rurales que incluye por ejemplo estufas ecológicas y silos para granos básicos, y para aspectos sanitarios para buenas prácticas agrícolas.

Capacitación y divulgación. Incluye los eventos de capacitación a beneficiarios para los negocios rurales, para la gestión empresarial y la inserción laboral, además de los materiales de divulgación.

Estudios y asistencia técnica. Incluye la contratación de prestadores de servicios profesionales para fortalecer las organizaciones de los beneficiarios, y para mejorar la competitividad de los encadenamientos empresariales y las Microempresas Rurales (MER); así como para estudios, asesorías, los especialistas de la EGP y auditorías.

Activos productivos. Incluye, entre otros activos productivos destinados a actividades agropecuarias como inversiones en parcelas y agostaderos, en nuevas plantaciones perennes (frutales, forrajeras, etc.), sistemas de riego, sistemas de producción caprino, bovino y ovino, proyectos de producción bajo esquemas de agricultura protegida; agroindustrias y Microempresas Rurales , para inversiones en infraestructura, en obra civil y equipamiento, y prácticas y actividades para el uso sustentable de recursos naturales, para los trabajos de conservación de suelos, reforestación y sistemas agroforestales en parcelas y en terrenos comunales o de algún otro régimen de propiedad.

Costos operativos. Para gastos de: combustibles, lubricantes, mantenimiento de equipos y vehículos, seguros, y misceláneos de oficina y viáticos, entre otros, que se requieran para el funcionamiento del Proyecto.

El detalle de estas definiciones se incluirá en el Manual de Operaciones del Proyecto.

2. *Financiación retroactiva.* Se podrán hacer retiros para gastos incurridos con anterioridad a la fecha de entrada en vigor del Proyecto hasta por un monto total equivalente a USD 500 000.

Logical framework

JERARQUÍA DE OBJETIVOS	INDICADORES DE DESEMPEÑO Y METAS	MEDIOS DE VERIFICACIÓN	SUPUESTOS
Finalidad Contribuir a mejorar las condiciones de vida de las poblaciones indígenas, reduciendo la pobreza rural	<ul style="list-style-type: none"> • Porcentaje de hogares que incrementan su índice de activos en el hogar (RIMS) • Porcentaje de disminución en la prevalencia de la desnutrición infantil (RIMS) 	<ul style="list-style-type: none"> • Informes de las Encuestas RIMS 	
Objetivo de Desarrollo Las familias indígenas y rurales pobres de la región Mixteca y la zona Mazahua aumentan sus ingresos y empleo, fortaleciendo el tejido social y sus economías mediante la organización para los negocios rurales	<ul style="list-style-type: none"> • 30 500 familias participan y se benefician con las inversiones del proyecto, incluyendo al menos 30% de mujeres y 20% de jóvenes • 50% de las organizaciones económicas de base se insertan en encadenamientos empresariales • 50% de encadenamientos empresariales y microempresas rurales (MER) acceden a los mercados, generan ingresos y empleo, y continúan operando al término del proyecto • 50% de los productores agropecuarios aplican tecnologías mejoradas y modernas para la producción sustentable • 50% de los jóvenes (hombres y mujeres) apoyados con becas técnicas, obtienen empleo o desarrollan iniciativas de negocios • 5,000 empleos creados mediante los encadenamientos empresariales y las microempresas • 5,000 familias reducen su vulnerabilidad económica, a través de procesos de capitalización con propios recursos (ahorro) • 20% de encadenamientos empresariales operan con financiamiento de corto plazo de la BD 	<ul style="list-style-type: none"> • Estudio de Base • Repetición del Estudio de Base • Revisión de medio término • Evaluaciones de impacto • Informes de S&E • Informes de resultados de 2° nivel del RIMS 	<ul style="list-style-type: none"> • Las elecciones generales de 2012 no provocarán cambios en las políticas de desarrollo y combate a la pobreza rural • Se mantiene la prioridad de desarrollo asignada por el Gobierno Federal a la Región Mixteca y la Zona Mazahua • La seguridad en el área del Proyecto se mantiene como en la actualidad
<u>Resultado 1</u> Constituidas y fortalecidas las organizaciones con fines económicos de los beneficiarios	<ul style="list-style-type: none"> • 175 organizaciones económicas de productores/as fortalecen sus capacidades organizativas y de gestión empresarial (40% de mujeres y jóvenes) • 50 municipalidades mejoran su capacidades para formular y ejecutar planes de desarrollo que incluyan a las organizaciones económicas de base 	<ul style="list-style-type: none"> • Informes de S&E • Sistema Calificación de organizaciones • Actas municipalidades 	<ul style="list-style-type: none"> • Existe interés de grupos en los negocios rurales, y de municipios en la planificación del desarrollo
<u>Resultado 2</u> Mejoradas las capacidades de los líderes de las organizaciones económicas de base, de las mujeres y los jóvenes rurales, para la gestión social y empresarial	<ul style="list-style-type: none"> • 500 de líderes de las organizaciones económicas de base adquieren destrezas y habilidades para la gestión social y empresarial (al menos 30% mujeres y 20% jóvenes) • 1 500 mujeres rurales se capacitan y mejoran su posición en sus hogares, sus organizaciones y en la producción. • 1 000 jóvenes becarios se gradúan (50% mujeres) 	<ul style="list-style-type: none"> • Informes de S&E • Informes de evaluaciones 	<ul style="list-style-type: none"> • La promoción y el desempeño del Proyecto logran despertar el interés de los líderes y beneficiarios
<u>Resultado 3</u> Mejorada la producción agropecuaria sustentable mediante la rehabilitación de los recursos naturales, la captación de agua para riego, consumo humano, animal y agroindustrial, y la adopción de nuevas tecnologías	<ul style="list-style-type: none"> • 11 500 productores ejecutan obras y prácticas de conservación de suelos y agua en 26 500 hectáreas • 5 000 de hectáreas de agostaderos reforestadas y con pastos forrajeros • 40 obras para la captación y distribución de agua para riego y consumo humano/animal • 600 productores con sistemas de micro riego eficientes en 250 hectáreas • 11 500 productores adoptan tecnología agropecuaria adaptada a la sequía • 17 500 productores organizados (agricultores y artesanos) diversifican e incrementan su producción 	<ul style="list-style-type: none"> • Informes de S&E • Informes de evaluaciones • Plan de Manejo de Microcuencas y Ordenamiento Territorial 	<ul style="list-style-type: none"> • Las organizaciones se concientizan de la necesidad de rehabilitar los recursos naturales
<u>Resultado 4</u> Desarrollados encadenamientos empresariales para las cadenas de valor que logren el mayor impacto del Proyecto y las MER (agropecuarias y no agropecuarias)	<ul style="list-style-type: none"> • 175 planes de negocio formulados y ejecutados • 175 organizaciones y microempresas fortalecen sus capacidades operacionales y acceden a mercados locales o nacionales • 5.000 familias con acceso a mecanismos de ahorro • 35 encadenamientos empresariales y microempresas acceden a servicios financieros rurales 	<ul style="list-style-type: none"> • Informes de evaluaciones • Informes de S&E • Planes de negocio • Registros de las MER 	<ul style="list-style-type: none"> • La rentabilidad de los negocios es compatible con las fluctuaciones de los precios • El seguro contra desastres naturales del Gobierno cubre el área del Proyecto